



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

BURUNDI

L'amour du pouvoir au-dessus du pouvoir de l'amour

*Rapport sur la gouvernance et les
droits socio- économiques au Burundi*

septembre 2017

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	i
<i>0. INTRODUCTION.....</i>	<i>1</i>
I. UN CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES BURUNDAIS	1
I.1. Entraînements paramilitaires et abus des jeunes Imbonerakure.....	2
I.2. Des cas concrets de violations des droits et libertés par des Imbonerakure et autres agents publics:	3
I.3. Des activités économiques perturbées et des dépenses inutiles lors des activités politiques incessantes de manipulation.....	6
II. D'UNE CRISE POLITIQUE NON RESOLUE A UNE CRISE ECONOMIQUE INQUIETANTE	8
II.1. Pénurie des produits de la BRARUDI : le géant contribuable burundais aux abois.....	8
II.2. Pénurie du carburant : la crise de l'essence se perpétue mais le régime parle de spéculation des pétroliers.....	10
III. D'ENORMES DEFIS COUVRENT LE SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE	11
IV. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE ENREGISTRES.....	17
IV.1. Des amendes illégales et injustifiées.....	17
IV.2. Grognes des agriculteurs de la plaine de l'Imbo.....	17
IV.3. Retrait des licences d'exploitation à trois médias et suspension des programmes d'une radio en activité	18
V.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	19

0. INTRODUCTION

Le pouvoir illégal du Président Pierre Nkurunziza renforce au jour le jour ses stratégies de se maintenir malgré la misère croissante de la population, complètement prise en otage.

En organisant des manifestations contre l'ONU et les occidentaux, le gouvernement du Burundi pêche contre les nobles principes de la coopération internationale qui fait la fierté des peuples et dont aucun Etat au monde ne peut se passer, quelle que soit sa position. Les persécutions incessantes des présumés et opposants politiques, les impositions croissantes d'amendes injustes et de contributions forcées, les crimes impunis, les bavures et entraînements paramilitaires de la milice Imbonerakure qui se généralisent dans le pays, ne permettent pas aux citoyens de vaquer paisiblement à leurs activités quotidiennes. Dans un contexte socio-politique aussi explosif, la survie économique des burundais est en danger.

En effet, ce rapport de septembre 2017 met en exergue un contexte socio-politique qui ne favorise pas la survie économique des burundais. Au chapitre II, le FORSC montre l'impact de la crise politique sur la crise économique burundaise qui se manifeste par le manque de devises, la pénurie des produits de la BRARUDI, la pénurie du carburant et la hausse des prix des produits de première nécessité. Au chapitre III, le rapport relève les nombreux défis qui hantent le secteur de l'éducation nationale au début de l'année scolaire 2017-2018 qui a débuté en date du 11 septembre 2017. Le dernier chapitre s'intéresse à d'autres faits de mauvaise gouvernance qui ont caractérisé ce mois de septembre 2017 tels les impositions des amendes illégales et injustes, les grogues des agriculteurs du riz de la plaine de l'Imbo et les violations incessantes de la liberté de la presse burundaise.

I. UN CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES BURUNDAIS

La crise liée au troisième mandat a aggravé la survie économique des ménages burundais qui, bien avant, souffraient déjà des menaces d'une paupérisation grandissante. Suite à une répression sanglante et persistante qui a suivi les manifestations publiques anti-troisième mandat, des burundais ont fui le pays, d'autres se sont déplacés à l'intérieur du pays, au moment où d'autres vivent continuellement dans la peur sous des menaces incessantes de la milice Imbonerakure qui fait la pluie et le bon temps sur tout le territoire burundais. Ces jeunes militants du parti présidentiel ne respectent aucune loi de la république et agissent dans l'impunité totale, sous une complicité sans égale de l'autorité publique.

Le régime de Pierre Nkurunziza encadre ces jeunes par des entraînements paramilitaires et leur donne des armes à feu pour tuer toute personne soupçonnée d'être opposée au mandat de trop du Président Pierre Nkurunziza. L'administration territoriale se charge d'assurer cette distribution d'armes à la milice, au moment où elle traque tout autre détenteur d'armes.

I.1. Entraînements paramilitaires et abus des jeunes Imbonerakure

N'ayant pas totalement confiance dans les corps de défense et de sécurité de l'Etat burundais, le Président Pierre Nkurunziza cherche toujours à former et renforcer sa propre milice qui pourra, pense-t-il, le défendre le moment venu. C'est pour cette raison que dans toutes les provinces du pays, des entraînements paramilitaires se font au grand jour.

Au cours de ce mois de septembre 2017, nous avons observé des entraînements militaires effectués par des Imbonerakure sur la colline Gomvyi, commune Mutambu, province Bujumbura. Ces entraînements se faisaient tous les jours de 17h à 19h. Ils étaient supervisés par l'honorable Evelyn Butoyi, le Major Désiré Uwamahoro, et un certain Kazungu du Service National de Renseignements. En date du 11 septembre 2017, ces derniers ont procuré 11 fusils à l'équipe de 47 Imbonerakure en formation. Leurs formateurs étaient des militaires de la position de Gomvyi dans la même Commune de Mutambu, ainsi que 2 rwandais non encore identifiés soupçonnés d'être des membres des FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda).

Des entraînements paramilitaires d'Imbonerakure se sont observées aussi dans la commune Isale, de la même province Bujumbura, à l'endroit communément appelé Ku mucungwe, sous la supervision de l'honorable Sinzinkayo Jean Pierre, Nahimana Diomède (ex- employé du port de Bujumbura et natif de la zone Kankima, commune Mugongo-Manga), ainsi qu'un Imbonerakure de la localité, du nom de Bizimana surnommé Bizi.

Selon des informations recueillies sur place, ils étaient au nombre de 80 et possédaient 35 fusils de type kalachnikov fournies par Kazungu (agent du SNR), et étaient formés par les militaires de cette localité. La population de cette commune vit dans la peur car elle ne peut plus distinguer militaires et Imbonerakure parce que tous portent la même tenue et font leurs patrouilles ensembles. De plus, la même population est obligée de contribuer pour nourrir et loger la milice en formation.

En province Muyinga, nous avons aussi constaté des entraînements paramilitaires. Le vendredi 1^{er} septembre 2017, tous les vélos-taximen exerçant leur profession de transport rémunéré de vélo au centre urbain de Muyinga se sont vus imposer d'arrêter momentanément leurs activités. Le message leur communiqué était de faire un rassemblement et de se rendre au terrain de jeu de Kiryama. Aussitôt, l'ordre d'exécuter les entraînements physiques pour se préparer à protéger le pays fut donné. Le responsable du rassemblement leur a dit qu'ils devraient procéder aux exercices physiques car, dira-t-il, « il faut se préparer à affronter l'ennemi car celui-ci a déjà annoncé son attaque. Il serait mieux de s'apprêter à lutter pour la vie et pour la nation qui a tout offert à ses citoyens ».

Un jeune enrôlé de force dans cette activité à caractère militaire s'est confié à notre source en ces termes : *« Nous avons été embrigadés de gré ou de force. Les autorités au pouvoir se trompent, car, tous les jeunes ne sont pas acquis aux idéaux du parti au pouvoir CNDD – FDD. Les entraînements paramilitaires auxquels nous sommes astreints crèvent les yeux. Nous, la jeunesse actuelle, sommes informés des railleries des plus zélés du parti CNDD-FDD. A titre d'exemple, nous avons appris qu'il y a des jeunes Imbonerakure qui ont été*

alignés contre les rebelles burundais basés dans la plaine de la Ruzizi. Ces jeunes burundais ont tous péri, aucun rescapé. Nous sommes convaincus qu'ils nous préparent à la boucherie meurtrière". Toujours selon le jeune vélo-taximan, des informations faisant état de plus de 180 jeunes Imbonerakure périés sur le sol de la République Démocratique du Congo circulaient dans l'opinion.

Dans les collines du pays, les jeunes Imbonerakure bien formés, armés et protégés sèment ainsi la terreur, extorquent, volent et empêchent les citoyens à vaquer à leurs activités économiques et à vivre paisiblement dans leurs biens.

1.2. Des cas concrets de violations des droits et libertés par des Imbonerakure et autres agents publics:

- Le prénommé Gérard est Chef de zone Camazi, en commune Gisagara, province Cankuzo. Il circule sans être inquiété, avec son fusil Kalachnikov AK-47 surtout pendant la nuit, en ronde nocturne pour vandaliser ceux qu'il appelle des fraudeurs. Il est souvent entouré par les jeunes du parti au pouvoir et sillonnent dans les collines proches de la frontière burundo-tanzanienne à la recherche des victimes à extorquer. Des citoyens qui travaillent pour leur survie sont ainsi dépouillés de leurs biens, frappés avant d'être relaxés et contraints de se résigner et à rentrer chez eux sans demander quoi que ce soit.

Un commerçant de Gasenyi et voisin dudit chef de zone aurait été obligé de donner à ce dernier un montant de 200.000FBU pour bénéficier de sa faveur et continuer son chemin en vue d'aller vendre le café qu'il transportait sur moto. Un autre commerçant du nom de Ndarangavye de la colline Rabiho n'a pas eu d'argent à donner au Chef de zone. Il est incarcéré au cachot du commissariat de Cankuzo.

Les produits que le fameux chef de zone considère comme de la fraude sont d'abord saisis, ensuite vendus par ce dernier qui empoche lui-même l'argent en complicité avec son grand frère Niyonizye Jonas, administrateur de la commune Gisagara. Cet Administrateur est, lui-même bien connu dans ce milieu pour être un grand fraudeur avant son élection comme administrateur, selon des sources sur place. La population vit dans une peur panique. Le Chef de zone de niveau 5ème année primaire s'est transformé en prédateur et personne ne peut le toucher.

- En province Cibitoke, les habitants du chef-lieu de la commune Rugombo ont apprécié l'emprisonnement d'un ex-chef des jeunes imbonerakure du nom de Ndayambaje Bienvenu qui semait la terreur, et dépouillait les gens qui rentraient la nuit de leurs biens et leur argent. Ce malfaiteur a été appréhendé suite à un différend entre lui et la police en patrouille. Il a été accusé de ne pas respecter la police et d'avoir tabassé un policier. L'infraction à sa charge n'est pas le rançonnement mais plutôt c'est ce différend avec des policiers qui fait objet de l'arrestation.

- Constatant un mouvement inquiétant de jeunes Imbonerakure de Bujumbura vers la ville de Ngozi, la police locale qui n'avait pas été informée a capturé un Imbonerakure prénommé Bruce, bien connu dans beaucoup de dossiers de crimes liés à la crise du troisième mandat. Elle l'a incarcéré au cachot de la PJ de Ngozi. A la surprise de tous, deux camionnettes remplies de policiers sont intervenues pour le libérer. Des gens qui ont assisté à la scène se demandent pourquoi ce jeune Imbonerakure a été libéré par la police en dehors de toute procédure légale et aussi plus rapidement que d'habitude.
- En province Makamba, commune Kibago, des jeunes Imbonerakure continuent à créer le désordre. Dans la nuit de dimanche 3 septembre 2017, un groupe d'imbonerakure de la colline Kibago composés de Denis, Emmanuel et Rufyikiri de la colline Rubimba ont tabassé des propriétaires de bistrot de la sous-colline Rwahirwa colline Kibago. Ces Imbonerakure venaient fermer les buvettes qu'ils accusaient de dépasser les heures d'ouverture. À côté des propriétaires des bistrots, un Imbonerakure prénommé Léonard qui tentait de les empêcher à battre ces derniers sans motif est entré à son tour dans le collimateur, et a été battu lui aussi.

Dans la même commune, sur la sous-colline Kigara, colline Nyarutuntu un policier qui tentait de sauver un présumé voleur en train d'être battu par les Imbonerakure a été sérieusement battu par ces derniers. Quatre personnes ont aussi été arrêtées par le chef de poste Kibago Hatungimana Jean Bosco avant d'être tabassé, lui-même par ce groupe de jeunes Imbonerakure. Les faits se sont passés la nuit du samedi 2 septembre 2017 sur la colline Kibago. Parmi les personnes tabassées figure un militaire du nom de Nshimirimana qui était en congé.

Dans la même commune Kibago, un gestionnaire du centre de santé de Jimbi, Monsieur Ndikumana Gilbert, membre du parti UPRONA a été arrêté par la police sur un montage d'une femme de la ligue des femmes du CNDD-DD l'accusant de tentative de viol. Ce gestionnaire a passé un jour au cachot. Après sa libération la femme a elle-même été arrêtée et tabassée par le chef de poste de Kibago après l'échec du montage.

- En date du 16 septembre 2017, dans l'après-midi, vers 14h, un dénommé Nizigiyimana Donatien de la colline Rwiyo, zone Rukina, commune Mukike, province Bujumbura a été arrêté sans mandat ni respect de la procédure pénale. La victime travaillait au CFP d'Ijenda et a été arrêté par Sugwavuba Jean Louis de Monfort, chef de poste de Rwibaga. Ce dernier a commencé par le battre alors qu'il était sur une moto qui le conduisait à Ijenda. Puis, Donatien a sauté de la moto et s'est enfui pour par après être arrêté par un Imbonerakure du nom de Niyonzima (alias Tempo). Ce dernier l'a

ramené au chef de poste de Rwibaga, où la victime a été tabassée au niveau de la tête et du dos puis détenu au poste de police de Rwibaga.

La victime était accusée d'avoir insulté un chauffeur Imbonerakure de l'Office du Thé du Burundi (OTB) d'Ijenda du nom de Manirambona Edouard, en le traitant de chien du CNDD-FDD. Mais en réalité, il est victime de son appartenance politique car membre du parti UPRONA aile de Charles Nditije, en exil.

- Dans la province Rutana, en date du 1er septembre, sur la colline Ngoma même zone et commune de Musongati, deux personnes Nduwayo Thérance et le prénommé Gérard ont été battues par deux Imbonerakure connus sous les appellations de Nahayo et Emmanuel lorsque les victimes rentraient chez eux vers 20heures. On les taxait de violer le couvre-feu imposé par ces Imbonerakure dans la localité.

Sur la colline de Gatonga, zone Muzye, commune Giharo, en date du 1^{er} septembre 2017, un certain Muhare âgé de 39 ans a été battu à mort par les Imbonerakure de cette localité. Il rentrait de la Tanzanie où il venait de récupérer sa famille qui avait fui dans ce pays. La victime a été accusée sans preuves, de recruter les rebelles. Elle a été par la suite enlevée et est portée disparue jusqu'à l'heure où ce rapport est rédigé.

En date du 6 septembre 2017, sur la colline Shanga, en zone et commune Musongati, 2 policiers Jean Marie et Kiwi, ont été battus par trois Imbonerakure : Donatien, Niyonsaba, et Gordien quand ces policiers allaient sauver la vie de Claude qui travaille au moulin de cette localité, et qui était en train d'être battu par ces miliciens. Il a fallu une intervention d'autres policiers qui ont arrêté Donatien, le chef de file.

- En province Gitega, des jeunes de la milice Imbonerakure ont érigé des barrières sur toutes les routes non goudronnées entrant ou sortant de la ville de Gitega pour exiger le paiement de l'argent à tout passant. Les conducteurs de moto paient 1000f, les vélos-taximen et les piétons paient 500f. Ces derniers peuvent négocier et payer ce qu'ils ont. Les piétons sont menacés, et celui qui ne paie pas est accusé d'être contre le pouvoir et qu'il en subira les conséquences "tuzogukorerako". Cela se fait au su et au vu de la police et de l'administration. Cet argent est versé comme prime aux chefs Imbonerakure qui le distribuent par après.

Dans la même province de Gitega, 8 personnes membres du parti FNL d'Agathon Rwaswa ont été arrêtées sur la colline Mubuga, commune Gitega, le 3 septembre 2017, par le Chef de zone Placide Manirambona et les Imbonerakure dirigés par Ntakarutimana Emmanuel. Le Chef de Zone a appelé l'administrateur communal Valentin Nahimana qui a emmené 3 d'entre eux au cachot de Gitega, d'autres ont été détenus au cachot de la zone Mubuga. Ils étaient accusés de tenir une réunion non autorisée, ce que nient les victimes. Ceux qui étaient détenus à Mubuga ont été relâchés en date du 7 septembre 2017 alors que ceux qui avaient été conduits au commissariat de police étaient restés détenus.

I.3. Des activités économiques perturbées et des dépenses inutiles lors des activités politiques incessantes de manipulation

Les autorités burundaises ont mis en avant des priorités politiques au détriment des activités économiques de développement. Le pouvoir passe de manifestation en manifestation: il est soit question de manifestations contre les rapports de l'ONU, soit de manifestations contre les pays de l'Occident, ou soit encore de manifestations de « flambeau de la paix », et toutes les activités sont paralysées.

En date du 12 septembre 2017, toutes les activités étaient paralysées en province Muyinga et Kirundo. Les membres du parti CDD-FDD s'étaient donné rendez-vous à la colline Mangoma où le flambeau de la paix devait passer en provenance de la province Kirundo vers la province Muyinga. Lors de cette activité, nous avons observé un nombre impressionnant de véhicules de l'Etat. Selon des informations reçues d'un membre de l'équipe d'organisation, « le flambeau de la paix mobilise des moyens énormes, des véhicules de l'Etat qui l'accompagnent consomment le carburant de l'Etat. Les cadres de l'Etat qui sillonnent le pays dépensent énormément cher ».

En province Muramvya, les activités tant scolaires que commerciales ont été perturbées les journées du 18 et 19 septembre 2017. En effet, pendant les deux journées, il y avait aussi passage du « flambeau de la paix » en provenance de la province Mwaro. Ainsi, dans l'après-midi du lundi 18 septembre, ledit flambeau est arrivé en commune de Rutegama et toutes les écoles tant primaires que secondaires ont été obligées de fermer, élèves et enseignants contraints de suivre ce flambeau jusqu'au chef-lieu de la province.

D'après la note du Gouverneur de province adressée à tous les services, tout le monde devait se présenter au rassemblement devant le bureau provincial à 8 heures du matin et en tenue de sport, le 19 septembre 2017. Un cachet particulier a été mis aux directions scolaires. Les directeurs des écoles devaient vérifier que tous les enseignants et élèves étaient présents au rendez-vous. Après ce rassemblement, tout le monde devait se rendre au stade pour des travaux de construction de ce dernier. Toutes les activités étaient stoppées : les boutiques, magasins et pharmacies fermés, et tout le personnel soignant mobilisé.

Après l'activité du stade, tout le monde devait accompagner le flambeau de la paix jusqu'en Zone Bugarama à environs 14km. Toutes les écoles de cette zone étaient aussi fermées, tout le trafic de ce grand centre commercial arrêté pour à leur tour recevoir « le flambeau de la paix ».

Les activités de manipulation par le flambeau de la paix s'ajoutent à une série d'autres activités politiques de manipulations populaires organisées tous les week-ends dans tout le pays. Les membres du parti au pouvoir et les non membres sont contraints d'y participer, ceux qui n'y vont pas en subissent les conséquences. Des citoyens contactés regrettent : « *Je suis*

membre du parti mais lorsque j'échange avec mes collègues, nous sommes tous dépassés de demeurer dans les rues, la faim au ventre, sans y voir aucun intérêt. »

« Au lieu de laisser les gens se reposer ou vaquer à leurs activités familiales, le parti CNDD-FDD nous conduit par force dans les rues pour des manifestations sans aucun fondement logique », renchérit un autre interlocuteur.

Ainsi, les manifestations contre le rapport des experts de l'ONU qui ont eu lieu aux chefs-lieux des communes de la province Cibitoke le 2 septembre 2017 ont été caractérisées par de nombreuses irrégularités et violations des droits de l'homme. La police a intimé l'ordre à tout le monde d'y participer. Elle a bloqué toute la circulation. Les chrétiens qui voulaient aller prier et même les agences de voyage des Congolais ont été bloqués.

Au cours des discours de circonstance, les organisateurs de ces manifestations, le Gouverneur et les Administrateurs à la tête, ont annoncé qu'ils démentissaient les rapports produits par les experts des Nations-Unies qui veulent brûler le Burundi et qu'ils sont contre le HCR qui empêche les réfugiés burundais de rentrer soit disant que le pays est en insécurité.

L'Administrateur communal de Rugombo a mis en garde la population qui ne veut pas participer à ces manifestations et a menacé ceux qui n'y vont pas de ne plus avoir de documents administratifs de la commune, et qu'en plus de cela, des amendes sont prévues pour punir ceux qui s'entêteront.

Et même dans la commune Makamba de la province Makamba, des discours de la haine contre les occidentaux et les membres de la société civile ont été prononcés lors d'une manifestation organisée par la société civile proche du pouvoir le même jour. Ces cérémonies étaient rehaussées par l'Administrateur de la commune Makamba Japhet Ntungwanayo et le secrétaire du CNDD-FDD dans la même commune.

A la même date, les adeptes du parti CNDD – FDD résidant en Commune Muyinga se sont donnés rendez-vous au rondpoint Mukoni à 08 heures du matin, le 2 septembre 2017. L'objet de la rencontre était d'effectuer une marche manifestation, dans un premier temps en vue de soutenir le gouvernement burundais pour ses efforts inlassables contre les détracteurs du peuple burundais, et en second lieu, manifester pour réfuter les rapports des Experts onusiens qualifiés de mensongers. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies est accusé par les membres du CNDD – FDD d'être aux côtés de ceux qui ont préparé, commandité le coup d'Etat manqué du 13 mai 2015. De surcroît, il soutient les décisions de l'Union Européenne qui ne font qu'engouffrer l'économie du pays. Un observateur des droits humains proche des colonnes de marche a constaté que les manifestants n'étaient pas aussi nombreux que l'administration veut le faire croire. Pour lui, cela témoigne de la prudence et vigilance des citoyens. Ils commencent à prendre conscience que l'heure a sonné pour promouvoir le développement et non perdre du temps à lancer des slogans inutiles pour distraire d'honnêtes citoyens.

Tout conducteur de taxi moto ou vélo qui s'est aventuré à travailler avant que la marche manifestation ne se termine a été sanctionné. Un motard qui venait de prendre un client était menacé d'une amende de 50.000 FBU s'il continuait son chemin. Il opta d'abandonner son client et déposa la moto. Signalons que les jeunes Imbonerakure réglementaient la marche et assuraient la sécurité, les sifflets à la bouche en lieu et place des policiers.

II. D'UNE CRISE POLITIQUE NON RESOLUE A UNE CRISE ECONOMIQUE INQUIETANTE

La crise politique née du troisième mandat de Pierre Nkurunziza et des violations massives des droits de l'homme au Burundi ont entraîné des défis économiques majeurs. L'entêtement du régime à mettre fin à la terreur et aux crimes d'Etat a été à l'origine des sanctions économiques prises contre lui par les principaux partenaires dont l'Union européenne. Ainsi, le pays a perdu sa source d'approvisionnement en devises et a eu des difficultés pour réaliser ses importations. Certains producteurs tendent à fermer leurs usines car ne pouvant pas les alimenter en matières premières dont elles ont besoin pour leur production. La brasserie du Burundi a déjà averti le gouvernement que s'il ne trouve pas de devises dans les meilleurs délais, elle ferme ses portes avec toutes les conséquences qui pourront s'en suivre. Ses produits manquent dans presque tout le pays. Les pétroliers ne sont pas épargnés. L'essence et le gasoil deviennent de plus en plus rares dans les stations-services par manque de devises pour importer ce produit. La REGIDESO et tous les autres secteurs de la vie économiques en pâtissent également.

II.1. Pénurie des produits de la BRARUDI : le géant contribuable burundais aux abois

Pendant cette période du rapport, il s'est manifesté partout dans le pays une pénurie inhabituelle des boissons alcoolisées fabriquées par la principale industrie burundaise BRARUDI. La crise de devises consécutive à la crise socio-politique est à la base de la pénurie. Les gestionnaires de ce géant contribuable burundais craignent la fermeture, si la crise persiste. La Banque de la République du Burundi ne dispose plus de devises, l'Etat burundais qui est le principal actionnaire enregistre des dettes énormes envers la société et celle-ci n'est plus crédible devant le multinational Heineken qui donnait des appuis multiformes.

«Nous avons diminué la quantité dorénavant produite parce que la matière première que nous importons de l'étranger est insuffisante. C'est pour cela que la quantité de bouteilles d'Amstel et de Primus sur le marché est réduite», nous a indiqué un agent de la BRARUDI contacté.

Les commerçants et les consommateurs de ces produits se plaignent. Ceux qui organisent des fêtes familiales n'en reviennent pas, la boisson au Burundi étant considérée traditionnellement et culturellement comme rassembleuse et unificatrice.

«Nous sommes obligés d'augmenter la quantité des limonades et l'eau embouteillée car ce sont les seules boissons qui restent facile à obtenir», nous indique un parent qui a célébré la dot de sa fille, jeudi le 14 septembre 2017. D'après notre interlocuteur, ceux qui aiment la bière devront s'abstenir.

Là où le produit est trouvable, il est devenu inaccessible suite à la hausse des prix qui en a suivie. La bière Primus qui coûtait 1400Fbu coûte actuellement de 1700 à 1800 Fbu

Le prix de l'Amstel 65 cl qui est pour le moment difficile à trouver disponible sur le marché varie selon les bistrot. Son prix officiel qui était étant de 1800 Fbu, 1600 Fr en province dans la ville de Rumonge, a été violé ce week-end du 16 septembre 2017. Dans un bistrot visité, il coûtait 2500Fr et dans un autre, il était à 2000Fr. et dans un autre

Une pénurie des produits de la brasserie s'observait dans toute la province de Gitega. L'Amstel 65 cl et le la Primus étaient introuvables. Là où l'on pouvait les trouver, les prix coûts avaient augmenté monté. La Primus coûtait 2000f au lieu de 1400f qui est le prix officiel, il coûtait 2500f dans les communes rurales. L'autorité de la brasserie Gitega justifie cette pénurie par le manque de devises pour acheter les matières premières à utiliser dans la fabrication des boissons, alors que l'autorité administrative parle des problèmes de déplacement des boissons et d'un nombre croissant de consommateurs. Ce qui est perçu comme une façon de se moquer des gens menacés par la pauvreté.

En province Bubanza, une bouteille de primus qui devrait coûter 1400 fr s'achetait à 1500 ou 1600 fr. L'Amstel 65cl n'existait plus sur les stands de bars. Les commerçants qui parvenaient à en trouver la vendent à 2200 ou 2300 fr alors que le prix normal fixé par la Brarudi est de 1700 1800fr. Une bouteille de la bière dite Nyongera qui devrait coûter 1000 fr se vendait à 1200 fr.

En province Muyinga, tous le mois de septembre a été caractérisé par la rareté, la cherté des bières et limonades fabriquées et versées sur le marché par la seule société chargée de brasser les bières au Burundi. Les prix de la bouteille primus 72 cl et 50 cl, la bouteille Amstel beer 65 cl et 50 cl, Amstel bock ainsi que diverses limonades ont sensiblement augmenté monté. Il s'est développé dans cette province une sorte de monnayage des services qui étaient généralement offerts gratuitement aux commerçants. Ces deniers font recours à la corruption pour éviter que leurs buvettes ne ferment les portes. L'on constate aussi qu'une sorte de ségrégation politico-ethnique dans la distribution de ces produits en complicité avec des administratifs locaux comme les chefs de colline qui supervisent la distribution auprès des dépôts Brarudi. Lorsque le camion arrive au dépôt situé à Mukoni, non loin de la 4ème Région Militaire, les cabaretiers accourent mais la distribution se fait de manière inéquitable.

Les commerçants ont peur que le capital engagé dans ce genre de commerce ne s'effondre étant donné que le personnel est régulièrement rémunéré alors qu'il n'a pas presté pour générer des bénéfices. La bière brassée au Burundi fait objet de spéculation dans cette province car elle est exportée en cachette vers les pays limitrophes où elle coûterait cher. En République Démocratique du Congo par exemple, une seule bouteille d'Amstel s'achèterait à 3 dollars américains, alors qu'au Burundi elle coûte moins de l'équivalent d'un dollar

américain, soit 1800fbu de plus que le prix pratiqué au Burundi. Elle coûte plus ou moins 2000 Frw équivalent à 6000Fbu.

Signalons que la BRARUDI est la première entreprise au Burundi qui fournit plus d'impôts à l'Etat du Burundi. Selon Faustin Ndikumana, président du de la PARCEM, l'Etat emprunte empreinte de l'argent à la BRARUDI en cas de nécessité. S'il s'avère que cette entreprise ferme, ce serait le chaos total au Burundi.

II.2. Pénurie du carburant : la crise de l'essence se perpétue mais le régime parle de spéculation des pétroliers

Cette période du rapport n'a pas échappé à la crise de l'essence qui a eu des conséquences énormes sur la vie socioéconomique des burundais.

Le Burundi traverse une crise économique grave ponctuée notamment de crises de carburant. Curieusement, le régime de Pierre Nkurunziza nie l'évidence et ne cesse de dénoncer les « spéculations étrangères » et les « mensonges » sur la vraie réalité d'« un pays de lait et de miel ». Le monde assiste le peuple burundais en détresse. Partout dans le pays, les stations d'essence sont vides, les transporteurs et les bénéficiaires sont désespérés et s'alimentent désormais au marché noir entretenu avec la complicité irréfutable du régime en place.

En province Rutana, l'essence est à 5000 le litre dans le cadre informel et ce sous le regard complice de l'administration et de la police.

Depuis le 11 novembre 2017, le carburant était un produit rare dans la ville de Gitega. Sur 7 stations, seulement 2 ont pu momentanément fonctionner. Des chaînes de véhicules et motos s'observaient tout le temps, même la nuit. Comme conséquences directes, c'est la montée des prix de déplacement et des marchandises.

A titre d'exemple, le ticket de transport de Gitega-Rutana est passé de 4000f à 7000f, celui de Gitega- Karuzi de 2500f à 4000f. Les chauffeurs disaient que le carburant coûte cher sur le marché noir, entre 3500f et 4500f/litre.

Le ticket Bujumbura- Rumonge est passé de 4000Frbu à 6000Frbu, celui de Rumonge- Bururi est passé de 3000 Fr à 4000 Fr. De Rumonge à Kivuruga, le ticket a grimpé de 5000 Fr bu à 7000Frbu. L'autre secteur touché par la pénurie du carburant en province Rumonge est la pêche.

Les prix des denrées de première nécessité montent du jour au jour sur tous les marchés de la province Karusi. Le prix du kg de haricot est passé de 700f en juillet 2017 à 1100f à la fin du mois de septembre 2017. Le riz tanzanien s'achète à 2800f le kg au moment à celui produit au pays coûte 2000 f .Ces prix n'avaient jamais été connus dans cette province, les vendeurs et leurs clients sont dépassés.

Les commerçants affirment que ces prix très élevés sont dus au manque de carburant dans la province et dans tout le pays. Actuellement, nous affirme un commerçant contacté, « c'est très pénible d'avoir du carburant dans notre province. Nos deux stations qui sont dans toute la province de Karusi viennent de passer deux semaines sans en avoir. Les individus qui en ont sur le marché noir vendent l'essence à 10.000f pour une bouteille de 1.5l, appelée kinju. Le ticket de transport a été respectivement majoré de 1000f et à 2000f pour le voyage Karusi - Muyinga et Karusi- Gitega, respectivement. Les taxis- motards quant à eux ont doublé le prix des trajets. Certains véhicules et motos de transport passent des jours garés à la maison suite au manque du carburant. Bref, la vie devient plus chère et dure du jour au lendemain. Nous ne savons que faire ».

Le régime tranquillise la population en disant qu'il n'y a pas de feu en la demeure torchon qui brûle. Dans un communiqué de presse du ministère de l'énergie et des mines, ce dernier nie catégoriquement l'existence d'une pénurie de carburant. Pour le Ministre de tutelle, « l'état des stocks du carburant de type essence au 6 septembre 2017 montre que ce produit est disponible sur tout le territoire burundais et rien ne pourrait justifier une telle situation deux jours après ce constat ». Il parlait ainsi de « spéculations » et de « fraude » qui seront sanctionnées conformément aux règlements en vigueur.

Le phénomène de mensonge politique et de négation de l'évidence est devenu un stratagème politique honteux choisi par le régime pour montrer, en vain, que tout va bien dans les meilleurs du monde burundais.

III. D'ENORMES DEFIS COUVRENT LE SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

La gestion politisée, l'introduction précipitée des réformes, le faible niveau de planification, la mauvaise gestion de la chose publique sont les principaux défis que connaît le système éducatif burundais. Ainsi, au début de cette année scolaire 2017-2018, les conséquences sont graves : surpopulation, manque d'enseignants et d'infrastructures, manque de documents pédagogiques, absence de financement de l'école, le redéploiement punitif démotivant, etc. Dans tout le pays, l'année scolaire 2017-2018 a commencé dans le désordre complet causé principalement par le redéploiement, l'insuffisance d'infrastructures scolaires et d'enseignants et de documents pédagogiques. Le redéploiement a été dénoncé par les victimes et les observateurs qui l'ont considéré comme ayant des visées politiques. Les enseignants étant accusés par le parti au pouvoir de ne pas soutenir le régime du troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Selon des enseignants contactés, le redéploiement est une forme de sanction et de répression contre les enseignants présumés opposés au régime en place.

En province Bururi, plus de 400 enseignants du primaire sur un effectif total de 418 ont été redéployés dont 105 en province Karusi à plus de trois cent kilomètres de chez eux, 79 en province Gitega. Le constat est que la province avait gardé très peu d'enseignants qui ne

pouvaient pas couvrir toute la province. « Le redéploiement était donc motivé par autres chose que le besoin », nous affirme un directeur d'école contacté.

En province Cibitoke la rentrée scolaire édition 2017-2018 a débuté avec de nombreux problèmes. Dans les écoles fondamentales que nous avons parcourues, nous avons constaté qu'il n'y avait pas de bancs pupitres dans les salles et même pas de livres. Des élèves s'assayaient à même le sol et d'autres à 4 ou à 5 sur un même banc pupitre. "Nous souffrons quand nous sommes en train d'enseigner" précise avec colère une jeune enseignante rencontrée à l'école fondamentale du chef-lieu de la province Cibitoke. « On nous demande de l'argent pour acheter des bancs pupitres mais on ne sait pas à quoi sert l'argent », regrette un parent contacté. A titre d'exemple, à l'ECOFO du chef-lieu de la commune Buganda, la direction avait obligé les parents à payer 7000 fbu en plus du minerval en violation des injonctions du ministère de tutelle qui a interdit ces paiements dans les écoles fondamentales.

Les élèves du post-fondamentale ne disposaient pas de livres. Par exemple pour les cours de Français, anglais et swahili, lors de l'exploitation d'un texte, les élèves étaient obligés de reproduire tout le texte dans leurs cahiers de note trois jours avant, et cela avait des répercussions sur l'achèvement des programmes prévus au cours de l'année. En plus, les enseignants du post-fondamentale se lamentaient de dispenser les cours ne répondant pas à leur qualification. Certains cours comme la Biologie, Chimie, Physique, etc exigent l'existence des laboratoires alors que les lycées communaux n'en ont pas du tout. L'autre problème majeur est lié aux effectifs énormes se trouvant dans les salles de classe. Une salle de classe de 1ère post-fondamentale compte plus de 70 élèves.

Le lycée technique de Rugombo, en province Cibitoke était débordé en première année post fondamentale. Les deux classes d'Electricité Industrielle comprenaient un effectif de 137 élèves orientés dont 57 dans une salle et 80 dans une autre selon la capacité des salles de classe. Dans la section Electromécanique, on avait deux classes, les effectifs étaient de 116 en A et 104 en B. Dans une autre section, celle d'Informatique de Maintenance, on comptait respectivement 116 en A et 114 en B. Selon un enseignant contacté à propos, les difficultés se présentaient au moment de faire les travaux pratiques en classe. Les ateliers sont très étroits et les machines peu nombreuses. Le relai dans les cours pratiques retardait ainsi les leçons.

En province Ngozi, le Directeur du lycée communal Ruhororo Ir. Joachim Kubwimana collecte 4500Fbu par écolier du fondamental et cette somme est considérée comme minerval. Au lycée Don Bosco, la direction a réparti subdivisé les élèves en 4 catégories: (1) les élèves ordinaires: les internes paient 25000Fbu, les externes 15000. (2) les élèves indigents paient 23000 pour les internes, et 13000 pour les externes. (3) les élèves de parents enseignants : 16000 pour les internes et 6000 pour les externes. (4) les élèves de l'ECOFO qui habituellement ne devraient rien payer quant à eux paient 8000Fbu. Pourtant, la politique de gratuité a été rendue publique depuis bien longtemps.

En province Bujumbura, toutes les ECOFO de la province font face à un manque criant de matériels didactiques surtout d'équipements de laboratoires, de bancs pupitres pour les élèves et d'enseignants suite au redéploiement mal organisé par le gouvernement visant surtout ceux qui n'appartiennent pas au parti au pouvoir. Maintenant, les établissements "gâtés" n'ont que deux enseignants par classe et deux encadreurs.

Nous pouvons citer les cas des ECOFO Mutambu et Nyabiraba¹ où certains cours n'avaient pas encore commencé trois semaines après le début de l'année, suite à ce manque d'enseignants. A l'ECOFO Buhoro en commune Mugongo-Manga, il n'y avait que 4 enseignants et un encadreur lors de notre passage. Parmi les 4 enseignants figure le directeur de l'établissement. Selon des personnes contactées, des enseignants non membres du parti au pouvoir ont abandonné leur métier suite aux mutations maladroites dont ils ont été victimes. Les victimes se retrouvent mutées dans des endroits inaccessibles où il n'y a pas de maisons à louer et loin de leurs familles.

Les écoles à internat souffrent des mêmes difficultés que les ECOFO. Selon des informations recueillies, le Lycée étoiles des montagnes d'Ijenda, le Lycée Buhonga, le Lycée Kivoga, et l'ETG Mutumba manquent d'enseignants après un redéploiement inexpliqué de ceux qui y travaillaient. Ces écoles manquent en plus de fonds pour la nourriture des élèves internes. L'Etat n'avait pas encore donné les fonds nécessaires pour l'approvisionnement en nourriture trois semaines après la rentrée scolaire et les fournisseurs de ces écoles refusaient de travailler à perte. Les directeurs de ces écoles nous disaient en train d'utiliser l'argent provenant du minerval pour nourrir leurs élèves mais cet argent ne suffisait pas, selon eux. Les élèves se plaignaient de la quantité et de la qualité de la nourriture consommée. Ils disaient ne plus recevoir de petit déjeuner alors que le minerval avait été revu à la hausse.

En province Rutana, c'est la même situation. Le Lycée de Rutana est un établissement à régime d'internat. Il a accueilli au début de cette nouvelle année scolaire plus de 450 élèves, venus du lycée Makamba qui organise actuellement l'école d'excellence. Comme conséquence, les effectifs des élèves sont très élevés dans les classes. Ces effectifs en moyenne varient entre 80 et 100 par classe. Les enseignants eux aussi disent qu'ils sont très surchargés et ont du mal à encadrer ces élèves en nombre très élevé. Mêmes Les manuels scolaires sont très insuffisants, ce qui entrave le déroulement des enseignements. A titre d'illustration, la classe de 2ème année Bio - Chimie compte plus de 100 élèves avec moins de 10livres. La situation est presque la même dans d'autres classes où les effectifs varient entre 80 et 100. Au dortoir, certains élèves dorment à même le sol sur des matelas déchirés en miettes.

Pour d'autres établissements de la province Rutana qui organisent l'enseignement post-fondamental, les manuels pour les deuxièmes années ne sont pas encore arrivés et les directeurs font des navettes au lycée de Rutana pour photocopier au moins les fichiers des enseignants. Notons que le lycée de Rutana est une école pilote dans le poste – fondamental.

L'ETS Rubaho, situé en commune Giharo, a ouvert ses portes mais ne compte que le directeur et son préfet comme personnel.

A l'ECOFO Rutana III, les cours d'Anglais, Sciences et technologie n'avaient pas encore commencé, trois semaines après la rentrée scolaire, suite au manque d'enseignants.

En province de Gitega, les effectifs des élèves dans certains établissements visités sont très élevés. Au Lycée Technique Christ_Roi de Mushasha, la moyenne des élèves par classe est de 160 élèves dans les sections "Informatique de Gestion" et « Banque et Assurance ». Tous ces élèves utilisent 18 ordinateurs comme outil informatique.

Au Lycée Mweya, la moyenne des élèves par classe est de 130 élèves dans la section pédagogique. Généralement, entre 6 et 10 élèves partagent un livre. Il manque 84 enseignants dans les ECOFO ,91 au cycle supérieur. L'Etat dit qu'il ne peut pas les engager faute de fonds pour les payer.

Le redéploiement a pris 131 enseignants du primaire et 167 au secondaire. Les écoles à internat sont surendettées. Ainsi, le Lycée Musinzira souffre d'une dette aux fournisseurs, équivalent à 23.825.100fbu, l'ETP de 16.143. 000fbu, le Lycée Technique Kwibuka de 9.812.000fbu et le Lycée Gishubi de 15.322. 600fbu

En province Bubanza, 25515 bancs pupitres manquent encore dans les trois premiers cycles des ECOFO

A l'ECOFO Rabiho situé en zone Muramba, commune Bubanza, il n'y avait que 11 bancs pupitres pour plus de 300 écoliers. Les parents et les enfants s'arrangeaient pour chercher des restes de planches dans les menuiseries, des morceaux de bois qu'ils avaient fixés sur des supports dans les salles de classe non pavées. Ainsi, les enfants pouvaient s'asseoir mais écrivaient écriaient très difficilement car ils tenaient les cahiers dans les mains. Le directeur refusait tout visiteur extérieur et surtout les aux journalistes qui pouvaient prendre des photos.

La DCE Musigati manquait 140 enseignants au total, dont 45 enseignants dans les trois premiers cycles, 60 enseignants dans le 4 ème cycle et 35 dans les post fondamentales. Total : 140 enseignants manquent.

L'ECOFO Mwanda en commune Bubanza n'avait que 3 enseignants sur 6 qui étaient souhaités. L'ECOFO Kigaga de la même commune n'avait elle aussi que 3 enseignants. L'ECOFO Gitanga n'en avait que 3. L'ECOFO Kajeke avait 4 enseignants sur l'effectif de six souhaité. L'ECOFO Murengeza en commune Mpanda n'avait que 10 enseignants sur l'effectif de 15 enseignants souhaités.

L'ECOFO Ndava-Busongo en commune Gihanga ne disposait que de 2 enseignants sur 6 dont on elle a besoin. Les responsables approchés à la DPE affirment que beaucoup de

locaux, de salles de classes, de blocs administratifs et des bibliothèques surtout pour les écoles à classes et à sections montantes.

En province de Mwaro, une semaine après le début de l'année scolaire 2017-2018, 160 nouveaux enseignants manquaient au niveau du primaire. Ces besoins en personnel se remarquaient dans les écoles qui ont ouvert les portes cette année. Pourtant, 100 enseignants du primaire de cette province ont été redéployés vers les provinces Kayanza et Bujumbura. Certains enseignants victimes de ce redéploiement se lamentaient de ne pas encore trouver de maisons à louer à leurs nouveaux postes d'attache. Ils disent qu'il fallait d'abord occuper ces places vides dans leur province.

En province Rumonge, dans les cycles post fondamentaux de deuxième année, les cours de sciences et technologie, de biologie- chimie et physique, et sciences de la terre n'avaient pas encore été dispensés trois semaines après la rentrée scolaires. Les enseignants disaient qu'ils n'avaient pas trouvé de documentation. Des sources proches de la direction provinciale de l'enseignement dans la province scolaire de Rumonge avaient fait savoir qu'elles n'avaient pas pour le moment de solution pour ce problème. Les enseignants étaient appelés à encadrer les élèves en attendant la disponibilité des manuels pédagogiques.

En Mairie de Bujumbura, le redéploiement a été dramatique pour certains enseignants. Par exemple Anne Marie, licenciée en économie qui travaillait au lycée municipale Tenga, avec une ancienneté de 6 ans, a été remplacée par un géographe qui vient juste de terminer ses études parce qu'il a un parrain politique. La victime a été redéployée en province Ngozi, commune Gashikanwa. Elle ne voit pas comment elle va laisser ses enfants en Mairie de Bujumbura pour s'installer à Gashikanwa.

Au lycée Municipal de Gasenyi, la 1^{ère} dans la section Science compte 176 élèves contenus dans un hall qui sert d'églises le dimanche. Les élèves s'asseyaient à 8 sur un banc pupitre. « Nous dispensons nos cours et suivent les élèves qui veulent », nous ont indiqué des enseignants contactés qui ajoutent que « la situation dans la classe est incontrôlable ».

La directrice de ce lycée se heurtait au manque de locaux, car le chantier en construction s'était arrêté lorsque le ministère avait interdit aux directeurs de faire contribuer les parents dans le pourvoi des infrastructures scolaires. Des maçons étaient en chantier pour faire le tableau noir dans une salle sans porte, ni fenêtres ni pavement. Elle faisait ensuite face également au manque d'enseignants et indiquait pourtant qu'elle n'avait pas encore fait la demande d'enseignants en besoin.

Au lycée municipal de Kamenge, la section science comportait deux classes qui comptaient respectivement 84 et 82 élèves. La section science sociales et humaines avait deux classes A et B dont les effectifs étaient respectivement de 88 et 83 élèves. 3 à 4 élèves occupaient un banc pupitre prévu normalement pour deux. Les élèves avaient des difficultés de prendre leurs notes et étaient contraints de s'asseoir à même le sol pour se faciliter la tâche.

Par manque de locaux, le laboratoire était occupé par la classe de la 1^{ère} année, section des langues. Les effectifs se plafonnaient à 114 élèves. Les produits chimiques avaient été acheminés à la direction pour y être conservés. Les machines servant d'outils informatiques pour le cours des TIC avaient été déplacées, vers la direction.

A l'Ecole fondamentale de Gasenyi I, 10 élèves partagent un seul livre. Le livre est mis sur le banc au milieu, les élèves de devant se retournent et ceux de derrière se mettent debout pour suivre la lecture d'un texte en classe. Le ministère de tutelle n'est pas en train de confectionner les manuels scolaires par manque de budget, selon des informations recueillies au sein du ministère.

A côté du redéploiement qui cause d'énormes difficultés, des problèmes liés à l'équipement, au manque d'enseignants qualifiés, les frais scolaires de minerval ont été revus à la hausse quelques jours seulement avant la rentrée. Les élèves internes paient de 8000f à 15000f au moment où les élèves externes paient de 2000f à 7000f conformément à l'Ordonnance ministérielle no 610/1509 du 5 septembre 2017.

Qu'en est-il des écoles dites d'excellence?

L'Ecole d'excellence est un concept récent au Burundi et certains observateurs pensent que le pouvoir du CNDD-FDD comprend mal ou appliquent mal la politique qui semble être un tâtonnement politique.

Le lycée Makamba, le Lycée Ngagara, le Lycée Musinzira, le Lycée Rusengo en province Ruyigi et le lycée Musenyi en province Ngozi sont les 5 écoles d'excellence tel que décidé par le ministère de tutelle. Trois semaines après la rentrée scolaire 2017-2018, c'est-à-dire depuis le 11 septembre 2017, ces écoles ne fonctionnent pas encore. Ces écoles demeurent dépourvues d'enseignants. Les résultats du concours fait pour être un enseignant dans ces écoles fait en date du 18 août 2017 ne sont pas encore publiés. Des enseignants qui prestaient dans ces écoles n'ont pas passé le concours ont refusé de passer le concours compte tenu du statut de l'enseignant dans ces écoles. Ils regrettent le fait qu'un enseignant recruté à l'école d'excellence devrait signer un contrat de trois mois renouvelable et refusent de passer de l'état statutaire au contractuel.

Au lycée de Musinzira, 13 des enseignants qui dispensaient les cours à ce grand lycée occupent les enfants de façon provisoire. Les autres enseignants ont été redéployés dans d'autres écoles.

IV. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE ENREGISTRES

IV.1. Des amendes illégales et injustifiées

Le paiement des amendes illégales et des contributions forcées sont le lot quotidien des burundais. Ces derniers disent être dépassés par la terreur et les intimidations dont ils sont régulièrement victimes. Les faits suivants en disent plus :

En date du 1^{er} septembre 2017, la population de la commune Cankuzo en province Cankuzo a été persécutée par des Imbonerakure en complicité avec l'Administrateur communal Innocent Nyandwi. Les victimes ont payé des amendes dites administratives allant de 5000 à 50000Fr pour n'avoir pas éteint la montagne Kabeza qui brûlait. Tous les boutiquiers et cabaretiers ainsi que certains fonctionnaires de l'Etat ont été contraints de payer 50000Fr.

De petits vendeurs de légumes et d'autres produits au marché ont payé chacun 5000FBU. Une quittance qui portait le titre « amende administrative » a été distribuée à toutes les victimes du jour.

La même situation de paiement d'amendes injustes s'était faite observer dans la même zone Cankuzo, sur la colline Mugozi, où une montagne avait aussi pris feu. Les sources sur place nous indiquent que les montants collectés ont servi à payer les Imbonerakure qui « se donnent jour et nuit pour la sécurité de la province ».

Les victimes de ces taxations répétitives et forcées disent que c'est devenu une ressource de la commune pour chercher de l'argent coûte que coûte. Pourtant, révèlent les mêmes sources, ces forêts sont brûlées volontairement par les mêmes Imbonerakure parce que ces lieux pourraient cacher « les rebelles Mujeri » en cas d'attaques.

En province Gitega, des citoyens ont été obligés de payer une « amende administrative » pour n'être pas intervenus pour éteindre le feu qui avait attaqué le marché Nyarubambwe situé en comene Giheta, dans la soirée du 16 septembre 2017. Une bougie serait la cause du feu qui a ravagé et détruit une cinquantaine de kiosques, selon l'Administrateur communal. Difficile d'y croire car le marché était déjà fermé à 18h, selon les habitants des alentours. Le lendemain, trois personnes ont été arrêtées par le chef de zone accompagné des Imbonerakure et conduites à la police pour enquête. Ce chef a en outre demandé aux Imbonerakure de la localité de dresser une liste de tous ceux qui ne sont pas intervenus pour leur faire payer des amendes.

IV.2. Grognés des agriculteurs de la plaine de l'Imbo

En province Bubanza, les riziculteurs encadrés par la Société Régionale de Développement de la plaine de l'Imbo SRDI en sigle, grognent et crient à l'injustice. Cette société leur achète le riz padis à 685 fr le kilo alors que les commerçants privés l'achètent à 1000 fr le kilo. Les cultivateurs ont négocié en vain la hausse du prix de ce produit très stratégique. Pour fixer le prix, la SRDI invite les représentants des cultivateurs, l'administration et un représentant du

ministère de l'agriculture. Or, lesdits représentants des riziculteurs ne sont pas élus mais sont nommés par le DG de la SRDI. Lors des réunions de fixation des prix, ils n'osent pas parler pour ceux qu'ils représentent sous risque de perdre leurs postes. Signalons que le produit du kg au marché coûte le triple de ce prix à la SRDI.

Dans la même province, les champs de riz, de tomates, de haricot et de patates douces sont confisqués par les services de sécurité dans la forêt de Rukoko et les propriétaires sont résignés. Pourtant, leurs cultures se trouvent en dehors de la réserve. Toute personne qui traverse la RN 5, route Bujumbura- Rugombo est attrapée et conduite au cachot du poste de police de la commune Gihanga. Ces détenus sortent du cachot après avoir payé une amende administrative qui varie entre 25000 et 100 000 francs burundais, sur le compte de la commune Gihanga. Mais, il y en a qui ne sont pas relâchés et qui sont transféré à la prison, accusés sans preuves de collaborer avec les groupes rebelles.

C'est une situation embarrassante puisque cette localité faisait vivre beaucoup de familles qui ne savent pas quoi faire à la prochaine saison culturale si la mesure n'est pas levée. Plus de 40 hectares étaient exploités en location à la commune chaque année par des cultivateurs de riz, et cela depuis plusieurs années.

IV.3. Retrait des licences d'exploitation à trois médias et suspension des programmes d'une radio en activité

En date du 28 septembre 2017, le Conseil National de la Communication (CNC) a décidé le retrait des licences d'exploitation à la Radio Publique Africaine RPA, à la Radiotélévision Renaissance et à la Radio Bonesha FM. Il a au même moment pris la mesure de suspension des programmes de la radio CCIB FM+ pendant trois mois, après une éditoriale sur les massacres de plus de trente réfugiés burundais dans la localité de Kamanyola en RDC.

Les trois radios sont parmi les cinq radios brûlées par les services de sécurité lors du putsch manqué du 13 mai 2015. Les deux radios qui restent à savoir la radio Rema FM et la radio Isanganiro ont été permis de rouvrir sous de multiples conditions. La Radio RPA et la Télévision Renaissance avaient continué à émettre en exil et cela avait frustré le régime en place. Les journalistes de la Radio Bonesha avaient aussi continué à alimenter son site web et le régime n'était pas non plus satisfait par le contenu des informations postées.

L'éditorial de la radio CCIB FM+ dénonçait le comportement du régime face aux multiples assassinats qui se commettent au Burundi et particulièrement au massacre de Kamanyola. Il fustigeait le fait qu'au lendemain des massacres, des foules avaient été déployées dans les rues de Bujumbura pour dénoncer le rapport de la Commission des Experts des Nations Unie et que rien n'avait été dit contre le massacre des burundais en RDC.

Ce nouveau développement constitue une preuve de plus que le régime est déterminé à en découdre définitivement avec la liberté de la presse au Burundi.

V.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Qu'il l'avait si bien dit, Jimmy Hendrix, en affirmant que « Quand le pouvoir de l'amour dépassera l'amour du pouvoir, le monde connaîtra la paix ». Cette pure vérité est loin d'être une réalité au Burundi. Le parti au pouvoir, CNDD-FDD, cherche à le garder par toutes les voies possibles sans se soucier du bien-être du peuple qu'il est censé servir. Les répercussions économiques de la crise volontairement créée n'intéressent guère les dirigeants du troisième mandat illégal, qui ont visiblement failli à leur mission.

Vu tout ce qui précède, le FORSC recommande ce qui suit :

Au gouvernement du Burundi :

- De remettre le pays sur la voie de la paix et de la concorde nationale ;
- De mettre en place un contexte socio-politique qui favorise l'épanouissement et la survie économique de la personne humaine ;
- De démanteler la milice Imbonerakure qui embrigade le pays et empêche les citoyens à vivre paisiblement dans leurs biens ;
- De mettre fin aux injustices sociales et aux crimes des droits de l'homme qui endeuillent le Burundi.

Aux citoyens burundais :

- De refuser les manipulations politiques et réclamer leurs droits et libertés.

A l'EAC, UA et ONU :

- D'intervenir sans délais pour sauver la population burundaise en détresse ;
- De mettre une forte pression sur le régime de Pierre Nkurunziza pour que celui-ci accepte de s'asseoir sur la table de négociation.

A la CPI :

- D'ouvrir rapidement les enquêtes et sanctionner les auteurs des crimes de droits de l'homme au Burundi.